



## La gouvernance démocratique: Un levier du développement économique

### INTRODUCTION

- La gouvernance démocratique favorise la coopération entre l'État, le secteur privé et les autres acteurs du développement dans l'élaboration des politiques publiques.

Cette participation renforce la confiance, améliore le climat des affaires et soutient la croissance économique. Ainsi, elle constitue un levier essentiel pour réaliser la vision d'un Burundi émergent en 2040 et développé en 2060.

La Constitution de la République du Burundi de juin 2018 reconnaît le droit à « chaque burundais de travailler pour le bien commun » ( article 70 ) et de « contribuer par son travail à la construction et à la prospérité du pays » ( article 74 ). Bien plus, le Gouvernement s'est engagé à « respecter les principes de bonne gouvernance et de transparence dans la conduite des affaires publiques » ( Article 18 ).

Le présent article montre l'importance de la gouvernance démocratique dans l'élaboration des politiques publiques inclusives alignées sur les objectifs stratégiques de la Vision Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060.

Auteur: **Prof Siméon  
BARUMWETE,**  
chercheur au CDE

Burundi, Mars 2026

## **La gouvernance démocratique : un levier du développement économique**

*La gouvernance démocratique favorise la coopération entre l'État, le secteur privé et les autres acteurs du développement dans l'élaboration des politiques publiques. Cette participation renforce la confiance, améliore le climat des affaires et soutient la croissance économique. Ainsi, elle constitue un levier essentiel pour réaliser la vision d'un Burundi émergent en 2040 et développé en 2060.*

**Par Siméon Barumwete, chercheur au CDE**

### **o. Introduction**

La Constitution de la République du Burundi de [juin 2018](#) reconnaît le droit à « *chaque burundais de travailler pour le bien commun* » ([article 70](#)) et de « *contribuer par son travail à la construction et à la prospérité du pays* » ([article 74](#)). Bien plus, le Gouvernement s'est engagé à « *respecter les principes de bonne gouvernance et de transparence dans la conduite des affaires publiques* » ([Article 18](#)).

Le présent article montre l'importance de la gouvernance démocratique dans l'élaboration des politiques publiques inclusives alignées sur les objectifs stratégiques de la Vision Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060. Il part de l'hypothèse selon laquelle la gouvernance démocratique renforce la confiance des acteurs économiques et de leur implication dans le développement du pays. Il s'articule sur deux points : la gouvernance démocratique et son rôle dans le développement du pays.

### **1. La gouvernance démocratique : un levier de transformation de l'action publique**

Dans la gouvernance démocratique, le Gouvernement abandonne l'idée « *d'une gestion par le haut au profit d'une nouvelle vision institutionnelle qui mise sur la coopération entre diverses catégories d'acteurs en vue de la poursuite d'objectifs communs* » ([Hamel, 2001 : 92](#)). Elle est « *une technique de gestion sociale reposant sur la création d'une relation de confiance entre les différents partenaires du processus de décision politique. Cette relation de confiance doit faciliter la coopération entre les acteurs, simplifier leurs transactions et rendre plus disponibles l'accès aux connaissances et expériences des autres acteurs. Elle permet*

*dès lors de produire une norme plus efficace, mais aussi plus effective puisque les acteurs y consentiraient plus facilement »* ([Pitseys, 2010 : 224](#)).

La gouvernance démocratique rejette l'analyse classique des rapports de pouvoirs conçus sur le mode de la verticalité entre des autorités ordonnancées de manière hiérarchique en privilégiant surtout l'analyse en réseaux en sein desquels une pluralité d'acteurs échange et interagisse sur le mode de la coopération ou de la concurrence.

Dans cette optique, la gouvernance démocratique offre un espace de dialogue et d'échanges entre les représentants du monde des affaires (entreprises ou industries) et ceux du secteur public comme l'Agence de développement du Burundi sur les réformes pertinentes à initier en vue d'améliorer la compétitivité du secteur privé au marché régional ou continental. Ainsi la gouvernance démocratique transforme – t – elle l'action publique par l'introduction de nouvelles manières de gouverner les sociétés modernes et de concevoir les nouveaux rapports dans la société qui ont un impact réel sur la croissance économique et la prospérité des nations.

## **2. La gouvernance démocratique : un moteur du développement économique**

La gouvernance démocratique adopte une nouvelle vision institutionnelle qui mise sur *la coopération entre diverses catégories d'acteurs en vue de la poursuite d'objectifs communs* » ([Hamel, 2001 : 92](#)). La Vision Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 énumère une vingtaine d'objectifs stratégiques qui guident désormais l'élaboration et la conduite des projets et programmes de développement économique et social. Dans un pays caractérisé par la gouvernance démocratique, ces projets et programmes sont le produit d'interactions régulières entre le Gouvernement et les différents acteurs économiques (société civile, secteur privé, partenaires de développement du Burundi, Etat, etc.) dans des foras de dialogue public – privé sur les politiques publiques prioritaires pour le développement du pays.

La participation de ces acteurs à côté de l'Etat au processus décisionnel (élaboration, mise en œuvre et évaluation) des politiques publiques est une garantie d'effectivité et de légitimité de l'action publique. Dans le domaine du développement économique, la participation du secteur privé aux décisions économiques contribue énormément à

l'élaboration des réformes pertinentes susceptibles d'améliorer durablement le climat des affaires et d'investissement, gage de la croissance économique du pays. Là où il y a un dialogue public – privé, les gouvernements facilitent les échanges commerciaux ; ils améliorent la compétitivité des entreprises nationales sur le marché international ; ils mettent en place des réformes qui attirent plus d'investissements directs étrangers ; ils facilitent l'accès du secteur privé aux financements, etc. Par conséquent, la participation de toutes les parties prenantes du développement à l'élaboration des politiques publiques contribue à prendre compte des besoins et des priorités nationales, c'est pourquoi la mise en œuvre effective de ce genre de politiques publiques consensuelles sont les seules susceptibles à conduire le pays sur la voie du développement. Ainsi, au lieu de compter sur les politiques et stratégies de développement élaborées et parfois imposées par « le haut » (autorités politiques et administratives centrales, les institutions financières internationales et les partenaires du développement, etc.), le Burundi pourrait désormais compter sur les initiatives locales et citoyennes d'en bas. En effet, la gouvernance démocratique inaugure un nouveau paradigme du développement qui n'est plus basé sur les facteurs de production (travail, ressources du sol et du sous – sol, et du capital) mais sur un mode de développement des sociétés fondé sur les principes de démocratie, de gouvernance, de cohésion sociale et d'économie de marché » ([Michel, 2008 : 8](#)).

## **Conclusion**

La gouvernance démocratique donne corps à la notion de république en tant que « *communauté de citoyens, responsables de leurs destins et assumant la responsabilité de la conduite des affaires publiques* » ([Fraser – Moleketi, 2012 : 210](#)). Le développement du Burundi serait aujourd'hui plus lié à ce nouveau paradigme du développement à savoir la gouvernance démocratique. Celle – ci met l'accent sur le sentiment d'appartenance communautaire, sur le dialogue public – privé et particulièrement sur la co – construction des politiques publiques par l'ensemble des acteurs économiques concernés. Elle présente les politiques publiques comme une œuvre collective traduisant les aspirations de tout un peuple et de tous les secteurs. Les politiques publiques deviennent le reflet d'une vision commune de l'avenir. L'article prouve à suffisance que la gouvernance démocratique est un levier du développement économique et de réalisation de la vision d'un Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060.





CDE is a research and education organization focusing on public policy reform for free and prosperity Burundi



CDE Great Lakes  
[www.centrefordevelopmentgreatlakes.org](http://www.centrefordevelopmentgreatlakes.org)